

HABITAT JEUNES

LE MAG'

Le magazine de l'habitat des jeunes

N° 11

Mai 2022

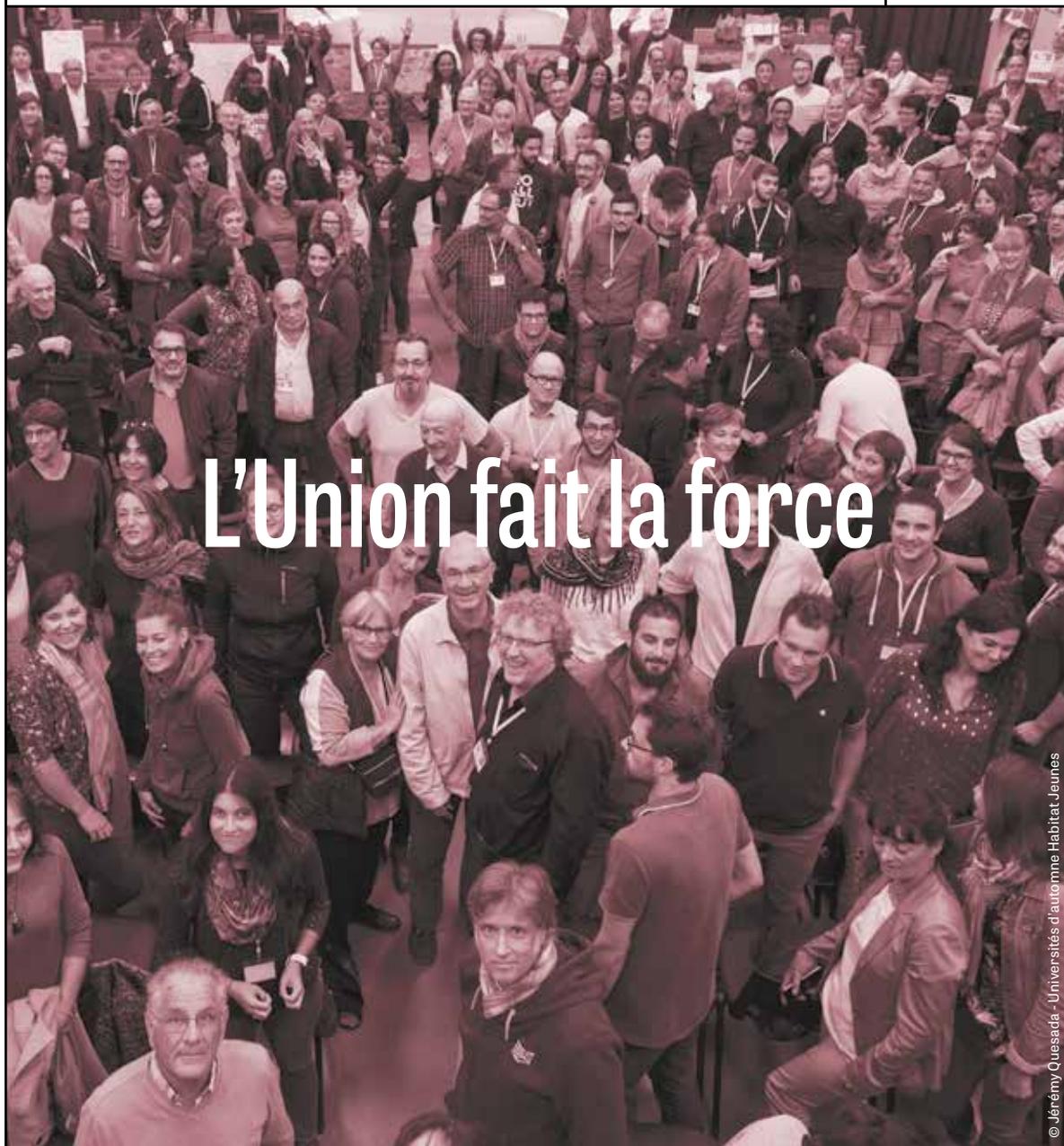
4€

ISSN 2269-3580



**Transformation écologique :
habitons nos territoires autrement !**





© Jérémy Quesada - Universités d'automne Habitat Jeunes

Vous aussi,
partagez vos coordonnées pour entrer facilement en contact avec vos pairs !

parthaj.reseauhaj.org / parthaj@reseauhaj.org



Edito



SOMMAIRE

- 📰 Actus Réseau P. 02
- 📄 Actus Secteur P. 07
- 🌟 Dossier P. 09
- 👤 Portrait d'actrice P. 23
- 🤝 Faire union P. 24
- 🗉 Mur d'expression P. 26
- 👁️ Voir, lire, jouer P. 28

Lors du Congrès de Rouen, nous définissons ensemble les contours de notre ambition commune pour les années à venir. L'un des axes forts de notre motion d'orientation est **la transformation écologique** : « *En tant qu'acteur des politiques de jeunesse, le réseau Habitat Jeunes se préoccupe de la place réservée aux jeunes dans la société, et de leurs conditions de vie actuelles et à venir, impactées par le changement climatique. Évolution du cadre bâti, intégration du végétal, accompagnement des changements de comportements et cohérence d'ensemble constituent les maîtres mots de cette orientation.* »

Nous y réaffirmons notre attachement à ne pas dissocier les enjeux environnementaux des enjeux sociaux et combien il est nécessaire d'anticiper et accompagner les évolutions sociétales que les défis environnementaux produisent.

Vous trouverez dans le dossier central les initiatives du réseau mettant en œuvre cette orientation majeure. Certaines – anciennes – ne demandent qu'à être essayées, d'autres sont émergentes et nécessitent que nous y portions un regard curieux. D'une manière générale, nos adhérents bouillonnent d'inventivité. Nous avons besoin de prendre des idées chez les uns et les autres, de les tester ailleurs, de les analyser pour mieux les transposer. L'un de nos outils communs est ce magazine. Humblement mais sûrement, c'est le lieu de l'échange autour de la créativité du réseau. Loin d'être exhaustif, il est éminemment participatif ! N'hésitez pas à nous faire part de vos idées, remarques, envies.

Marianne Auffret

Directrice générale de l'Union nationale pour l'habitat des jeunes

Directrice de la publication :

Marianne Auffret

Comité de rédaction :

Samuel Bonneau, Mélanie Bourgeois, Jean Brosset, Céline Compère, Jade Grélaud, Virginie Ouin, Eva Rasolondramanitra, Eric Tesnier

Responsable de la communication :
Nelly Paolantonacci

Journaliste : Emmanuelle Gautier

Maquette :

AR Atelier

Mise en page : Anne Bouttier

Photo de Une : Habitat Jeunes

Clairvivre-Wogenscky

Illustration : Antoine Boilevin

Imprimeur : Imprimerie RAS

Papiers : Certifiés PEFC

(Issus de forêts gérées durablement et de sources contrôlées)

Ce numéro a vu le jour grâce à l'implication de nombreuses autres personnes que nous remercions vivement !

Union Nationale pour l'Habitat des Jeunes

12, avenue du Général-de-Gaulle
94 307 Vincennes Cedex
www.habitatjeunes.org

Bretagne

Précarité menstruelle : Brest passe à l'action

Les Amitiés d'Armor - Brest
www.amities-armor.asso.fr



© PRÉFECTURE DE BRETAGNE

Les protections menstruelles ont un coût élevé. Pour les jeunes femmes à faibles moyens, c'est un besoin fondamental qui peut passer pour une option. Avec tous les problèmes de santé en découlant...

Les jeunes femmes logées dans les 3 résidences des Amitiés d'Armor, à Brest et alentours, peuvent désormais compter sur des serviettes et tampons bio, compostables, en libre-service dans leur résidence. Ces protections sont mises à leur disposition dans des distributeurs situés dans les laveries : un détail qui compte, pour respecter leur pudeur. À Kérélie, celles qui le souhaitent peuvent aussi commander gratuitement un pack de culottes menstruelles en coton bio à leur taille.

Le dispositif rencontre un vif succès.

« 40 % de nos résidents sont des filles » précise Fabienne Kerléo, directrice adjointe de Kérélie. « Jusqu'ici, il nous arrivait de les fournir en protections périodiques en dépannage. Nous étions de plus en plus sollicités. Nous n'avons donc pas hésité une seconde lorsqu'ont été lancés, courant 2021, les appels à projets de la Région Bretagne et de la ville de Brest sur la précarité menstruelle. » Le dispositif est ainsi largement financé. Deuxième effet Kiss Cool : les protections sont fabriquées par deux petites entreprises locales¹.

1 Marguerite & Cie dans le Finistère et Amélie and Co à Quimper.

Hauts-de-France

Chercheurs et acteurs de terrain main dans la main

Habitat Jeunes Béthanie - Lille
www.habitatjeunesbethanie.fr



© HABITAT JEUNES BÉTHANIE

Habituellement, les chercheurs utilisent les associations comme terrains de recherche. Avec les Boutiques des Sciences, ils se prêtent au jeu de la recherche participative en travaillant aux côtés des acteurs de la société civile pour répondre à leurs questionnements. Habitat Jeunes Béthanie se lance dans cette aventure dont le déploiement reste encore timide en France.

Quelle est l'influence du projet Habitat Jeunes - mixité, valorisation du collectif... projet ancré dans les valeurs d'éducation populaire - sur la socialisation des jeunes ? C'est avec ce questionnement qu'Habitat Jeunes Béthanie a répondu à un appel à manifestation d'intérêt de la Boutique des Sciences de Lille. L'association a été retenue pour bénéficier de l'appui scientifique d'un tandem de chercheuses en sociologie : Eva Vigeolas, étudiante en Master 2, et Anne Bory, maîtresse de conférences.

« Notre constat est que nous avons du mal à valoriser ce qui fait la singularité des projets Habitat Jeunes auprès de partenaires institutionnels qui peuvent nous restreindre à un rôle de simples logeurs » explique Mélanie Bourgeois, directrice adjointe. D'ici à l'été, des jeunes présents et d'autres partis seront interrogés pour mieux cerner l'empreinte du vécu collectif sur leur parcours. L'idée : s'appuyer sur cette recherche participative pour objectiver la "plus-value" Habitat Jeunes.

Nouvelle-Aquitaine

Les jeunes aux manettes et aux fourneaux d'une entreprise coopérative !

Habitat Jeunes Sud Aquitaine
www.hajsa.fr



© HABITAT JEUNES SUD AQUITAINE

Metroloco, c'est un restaurant de plage cogéré par des jeunes situé à Tarnos dans le sud des Landes, qui propose une nourriture de qualité, de produits bio et issus de producteurs locaux. Ouvert du printemps à l'automne, il permet chaque année à une dizaine de jeunes de moins de 25 ans de s'engager dans une expérience professionnelle unique : assurer le fonctionnement d'une entreprise d'économie sociale et solidaire au service de ses habitants et respectueuse de l'environnement.

« Convivialité » est le maître-mot dans les commentaires laissés par la clientèle principalement locale et touristique sur les réseaux sociaux. Chez Metroloco, en plus de bien manger, on peut assister à des soirées concerts, des apéro-débats dans une ambiance « très sympa ».

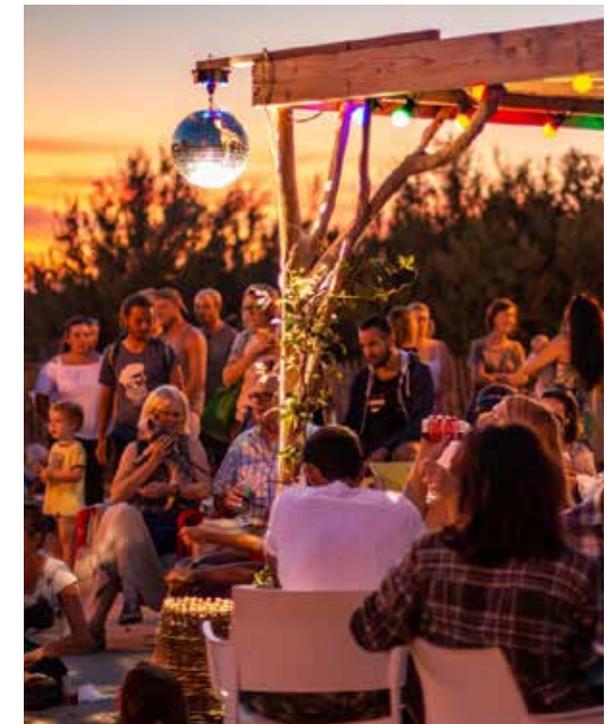
L'activité générée permet aux jeunes de se rémunérer dignement en percevant les fruits de leur travail dans le cadre d'un contrat d'appui au projet d'entreprise (CAPE). Dans la pratique, l'association soutient ces jeunes coopérants qui s'organisent collectivement pour assurer la bonne marche du restaurant : constituer une équipe, décider de la répartition des bénéfices dégagés, gérer les approvisionnements, les plannings, les ressources humaines...

Un vrai quotidien d'entrepreneur, pour ces personnes aux profils variés et complémentaires. Certaines sont qualifiées en restauration ou en service mais manquent d'expérience, d'autres cherchent leur voie, souhaitent expérimenter l'entrepreneuriat ou simplement bosser un peu pendant l'été...

« La mixité des publics est essentielle. Les situations des jeunes sont variées avec des personnes en insertion, en situation de handicap, des étudiants, des réfugiés, ... » explique Daniel Vicente, responsable de la mise en œuvre du projet dans l'association.

Ce concept d'entreprise coopérative jeunesse est développé depuis 2019. Habitat Jeunes Sud Aquitaine a conçu et accompagné le développement de ce projet très innovant socialement, en lien avec les acteurs du Pôle de Coopération Sud Aquitaine et les collectivités territoriales (Ville, Département, Région). Elle travaille déjà à de nouvelles activités et sur d'autres territoires.

**Un vrai quotidien
d'entrepreneur, pour ces
personnes aux profils variés
et complémentaires.**



© HABITAT JEUNES SUD AQUITAINE

Grand Est

Micro-folies pour macro-culture

www.culture.gouv.fr



© DANIEL RAPAICH

Accéder à la culture quel que soit son lieu de vie, c'est l'objectif du projet Micro-Folie porté par le Ministère de la Culture et coordonné par La Villette.

Et pourquoi pas en Habitat Jeunes ?

C'est le défi que souhaite relever l'Urhaj Grand Est : faciliter l'accès des jeunes à des contenus culturels de différents horizons artistiques dans une approche interactive (animation en réalité virtuelle de musée numérique, de Fab Lab...).

Une dynamique collective s'établit avec les adhérents autour ce projet fédérateur qui s'attache actuellement à :

- sensibiliser les jeunes à ce thème et recueillir leurs centres d'intérêts ;
- rechercher des financements auprès de l'État, de la Région, du Département, des CAF pour la mise en œuvre.

Point d'orgue : le lancement d'une Micro-Folie itinérante début 2023 dans les résidences et services Habitat Jeunes du Grand Est avec une ouverture sur leur territoire.

Nouvelle-Aquitaine

Lutter contre la précarité alimentaire

www.habitatjeunes-nouvelleaquitaine.org



© RÉGION NOUVELLE AQUITAINE

Le dispositif « Rebond », financé par la Région, a été développé au sortir du premier confinement. En collaboration avec l'Urnacs¹ et la Banque alimentaire, l'Urhaj a coordonné la distribution de paniers alimentaires en s'appuyant sur le maillage territorial des trois réseaux : 100 000 paniers ont été distribués sur 250 sites.

Ce dispositif a eu pour effets de faire de l'alimentation une préoccupation centrale pour les adhérents Habitat Jeunes et les élus locaux, de repérer de nouveaux publics jeunes en situation de fragilité, et de valoriser l'action des adhérents auprès des partenaires de leurs territoires d'intervention.

En parallèle, l'Urhaj a participé à la mise en œuvre d'un projet de transition alimentaire pour les adhérents de la Métropole bordelaise, autour de 4 axes : auto-produire / s'approvisionner et distribuer / récupérer et transformer / valoriser les productions des jeunes.

Le Département de la Gironde a aussi sollicité l'Urhaj pour développer les liens entre acteurs jeunesse et épicerie solidaires du territoire, et favoriser l'émergence de nouveaux projets.

Prochain objectif, obtenir des financements ARS² pour sanctuariser cet axe de développement...

Affaire à suivre !

¹ Union Régionale Nouvelle-Aquitaine des Centres Sociaux

² Agence Régionale de Santé

Plaidoyer pour une société accueillante pour sa jeunesse



© JULIEN BERGEAUD

À l'occasion des élections présidentielles et législatives, l'Urhaj a souhaité interpeller les candidats sur les situations que vivent les jeunes.

Elle leur a proposé de venir rencontrer les jeunes dans les résidences, afin de prendre la mesure de leurs attentes. Certains ont accepté l'invitation¹.

L'Urhaj a également produit et diffusé un plaidoyer, construit autour de trois axes, pour sécuriser les parcours de jeunesse :

1. « *Refusons de mettre les jeunes dans des cases et donnons les moyens au brassage social* », socle indispensable à l'émancipation de toutes les jeunes.
2. « *Développons l'accès des jeunes au logement et facilitons leurs parcours résidentiels* », colonne vertébrale de l'insertion.
3. « *Renforçons le pouvoir d'agir des jeunes et leur droit à l'expérimentation* », en développant une approche globale des questions de jeunesse.

Ce plaidoyer est accompagné d'un kit pour parler politique avec les jeunes et aborder le sujet des élections à travers des jeux et débats. Les élections législatives approchent, saisissez-vous en !

Pour en savoir plus : violaine.pinel@unhaj.org

¹ Valérie Péresse s'est rendue à La Châtre, Fabien Roussel à Poitiers, Danièle Obono, porte-parole de la France Insoumise, à la résidence des Hauts de Belleville à Paris, et Nadia Bellaoui, conseillère jeunesse de la campagne LREM, à L'Appart', à Clichy-la-Garenne.

La bibliothèque sonore : 3 minutes de vie militante !



© STOCKSNAP

Derrière les actions, les mots et les sigles du réseau Habitat Jeunes, il y a des femmes et des hommes, engagés parfois depuis de longues années, qui font l'histoire du mouvement. C'est leur parole que nous avons voulu recueillir et partager.

Ces « petites » histoires vivantes et foisonnantes, ces anecdotes drôles ou plus sérieuses, ces souvenirs d'engagements plus ou moins anciens, sont les composantes essentielles de la bibliothèque sonore Habitat Jeunes. Une bibliothèque dans laquelle des audios à la demande (ou podcasts) de trois minutes se substituent aux livres et des voix remplacent les mots. À ce jour Jean-Pierre Fondère, Jacky Menot et Claire Kieffer ont accepté de nous livrer leurs témoignages. Merci à eux !

À écouter où on veut, quand on veut et à retrouver sur la page « Actualités » du site de l'Urhaj .

Si vous aussi vous souhaitez enrichir cette bibliothèque, contactez-nous : valerie.michaud@unhaj.org

Le chiffre du mois

19%



© PIERRE DUQUESNE

C'est le pourcentage de logements appartenant aux adhérents Habitat Jeunes¹.

Sur la centaine d'adhérents propriétaires² du réseau, on estime que seuls une vingtaine a demandé et obtenu l'agrément « Maîtrise d'Ouvrage d'Insertion » (MOI).

Cet agrément, réservé aux propriétaires, permet d'obtenir des financements spécifiques à l'entretien et à la pérennité du bâti. Il est donc indispensable pour les réhabilitations. Cette estimation pourrait très utilement être précisée, tous les adhérents sont ainsi invités à vérifier et/ou à corriger les informations contenues dans le module « Offre de logements » de l'Op'haj, l'outil de recueil statistique de l'Union.

Plus d'informations sur l'agrément MOI : aude.pinault@unhaj.org

1 Extraction réalisée sur la base des utilisateurs Sihaj, soit un peu plus de la moitié des adhérents.

2 Certains sont propriétaires de l'ensemble de leur parc, d'autres de quelques logements.

Résultats de l'évaluation d'impact du fonds coup de pouce



© PIERRE DUQUESNE

Le fonds coup de pouce a permis depuis décembre 2019 de sécuriser le logement de plus de 900 jeunes. Doté de 300 000 € par an, l'expérimentation a été évaluée pour comprendre ses effets sur les jeunes et les structures demandeuses.

Ce processus évaluatif a débuté en juin 2021 : un Copil composé d'adhérents, de jeunes et de salariés de l'Unhaj a construit des hypothèses vérifiées par plusieurs enquêtes. La première, quantitative, a été réalisée auprès des jeunes et des adhérents via questionnaire. La seconde, qualitative, via des entretiens auprès d'adhérents. Pour la troisième, un bureau d'études a été chargé de réaliser des entretiens auprès de jeunes. Il en ressort que le fonds a évité un passage par la rue à la moitié des bénéficiaires. À très court terme, il a fait levier en permettant de répondre aux besoins primaires des jeunes, comme se nourrir, se loger ou se déplacer. À moyen terme, il a procuré aux bénéficiaires la sérénité nécessaire pour consolider leurs ressources et a favorisé un réel rebond grâce à l'accompagnement socio-éducatif. Cette dynamique se confirme dans les trajectoires professionnelles, puisque nous sommes passés de 32 % de jeunes demandeurs d'emploi au moment de leur demande de subvention à 16 % actuellement, et de 12 % de salariés à 32 %. Les jeunes ont logiquement vu leurs ressources augmenter, passant de 320,04 € à 571,30 €. Pour en savoir plus : romain.leclerc@unhaj.org

Le contrat d'engagement jeune : les FJT mobilisés



© PARTIES PRENANTES

Dans la continuité du dispositif « *Un jeune, une solution* » et de la Garantie Jeunes qu'il remplace, le Contrat d'engagement jeune (CEJ) vient pérenniser les mesures conjoncturelles déployées pour que la crise « *ne laisse aucun jeune au bord de la route* ».

Le Contrat d'engagement jeunes est, aux dires de la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP), bras armé du Ministère du Travail, moins un dispositif de plus qu'une refonte complète et une transformation profonde de l'existant. Avec le CEJ, le gouvernement entend « s'attaquer » au noyau dur des Neet (ni en emploi, ni en études ni en formation) qui restent nombreux : 13 % des moins de 25 ans selon les dernières statistiques disponibles. Soit 1 million de jeunes.

« *L'idée est un accompagnement intensifié, personnalisé, pour une durée de 12 mois maximum, reposant sur un cadre contractuel exigeant* » explique Jean-Benoît Dujol, directeur du projet au Ministère. « *L'accompagnement reposera sur un rendez-vous par semaine avec le référent de Pôle Emploi ou de la Mission Locale ; il requerra de la part du jeune une participation assidue de 15 à 20h minimum d'activité par semaine.* » « *Activité* » prise au sens large : rendez-vous de suivi, coaching, formation, atelier de recherche d'emploi, immersion en entreprise, petit boulot... « *Par rapport à la Garantie Jeunes, dont l'intensité diminuait rapidement après quelques semaines, l'idée est de tenir, de ne pas lâcher la main du jeune, cela jusqu'à l'accès à un CDD de plus de 6 mois ou un CDI, avec des détours possibles par une formation, un service civique...* »

La grosse différence avec les plans pré-existants est que le CEJ sera un droit ouvert, non contingenté, donnant accès à une allocation mensuelle de 500 € en l'absence d'autres ressources. Autre nouveauté : « l'aller vers » devient la norme pour toucher les jeunes en rupture de ban et les opérateurs du CEJ iront prospecter hors les murs, en maraudes notamment.

On le sait : entre emploi et logement s'initient souvent des cercles vicieux (ou vertueux) qui peuvent compromettre ou faciliter l'accès à l'emploi. La difficulté « périphérique » du logement sera donc centrale dans le CEJ. Les Missions Locales seront à la manœuvre, en lien étroit avec les centres d'hébergement et les FJT, mobilisés pour le repérage des jeunes et leur accès au logement.

Réforme de l'évaluation des ESSMS : et les FJT dans tout ça ?



© FIDSOR

Les procédures d'évaluation de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) ont été revues par la loi du 24 juillet 2019. Mais problème : le référentiel devant s'appliquer n'est pas adapté à l'activité Habitat Jeunes. Et la réforme n'est toujours pas mise en œuvre...

En France, quelque 40 000 établissements relevant du Code de l'action sociale et des familles sont regroupés sous l'appellation d'ESSMS. Soit aussi bien des Mecs que des IME, des Ehpad et des Sessad que des Caarud, des CHR... ou des FJT.

Depuis 2002, les ESSMS étaient soumis à une obligation d'évaluation de la qualité du service rendu, en interne (tous les 5 ans) et en externe (tous les 7 ans) par un organisme évaluateur, habilité sur simple déclaration. En l'absence de socle commun, les référentiels étaient souvent « maison ».

Avec la réforme, ces évaluations seront réalisées tous les 5 ans, en externe. La Haute Autorité de Santé (HAS) a été chargée d'élaborer un référentiel commun. Ce référentiel a vocation à s'appliquer à toutes les résidences sociales-FJT du réseau Habitat Jeunes.

Au terme d'un processus de « co-construction » n'ayant impliqué aucune tête de réseau, 157 critères d'évaluation ont été définis. Aucun ne concerne ce qui conditionne la qualité de la prestation des résidences Habitat Jeunes : la mixité sociale, l'accompagnement collectif, l'animation socio-éducative...

« *L'intérêt d'un référentiel commun centré sur la prise en charge individuelle et les problématiques du médico-social (dont la fin de vie, l'évaluation de la douleur...) n'est pas évident.* » considère Romain Leclerc, chargé de mission expérimentations à l'Unhaj.

Autre problème : l'entrée en vigueur du nouveau référentiel – le 1^{er} janvier 2022 – a été repoussée au 10 mars. Cela du fait de l'annulation par le Conseil constitutionnel¹ des dispositions le concernant dans la Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2022. Un décret présidentiel est attendu comme feu vert aux évaluations « nouvelle formule ». En attendant, un flou juridique subsiste, problématique, l'ouverture des FJT restant conditionnée à l'évaluation.

Dernière difficulté à venir : les organismes évaluateurs devront disposer d'une habilitation HAS et d'une accréditation Cofrac², qui a un coût : 10 à 20 000 €. Un coût qui sera sans doute répercuté sur les établissements évalués... Donc sur les redevances Habitat Jeunes ?

Toute évolution de la situation vous sera communiquée dans l'Informail.

¹ Qui a considéré que les mesures portant sur la réforme de l'évaluation des ESSMS ne concernaient en rien la sécurité sociale et constituaient donc des « cavaliers législatifs ».

² Comité français d'accréditation.

Transformation écologique : habitons nos territoires autrement !



© UNHAJ - RELAIS ACCUEIL DU VALLONA - RÉSIDENCE DAVY - PARIS 17^E

Des constats unanimement partagés sur le réchauffement climatique, des alertes convergentes sur l'urgence des changements de comportements, une réglementation qui nous « pousse à la roue », une jeunesse qui, au moins dans les sondages, se montre fortement motivée : il est temps pour nous d'intensifier nos actions. Avec la motion d'orientation 2021-2025, Habitat Jeunes entre de plain-pied dans la transition écologique. Un sujet dont se sont déjà emparés de nombreux adhérents du réseau, en agissant localement. La preuve par 12, autant que de pages dans ce dossier, pour un tour d'horizon d'idées inspirantes.

1 ^{er} juil. 2021	Le diagnostic de performance énergétique (DPE) n'est plus informatif, mais opposable. Les étiquettes énergie intègrent désormais, en plus de l'énergie primaire dépensée, les émissions de gaz à effet de serre générées.
2022	Entrée en vigueur de la nouvelle réglementation environnementale des bâtiments neufs, dite RE2020.
1 ^{er} janv. 2023	Obligation de tri à la source des biodéchets (déchets de cuisine et de table, déchets de l'industrie agroalimentaire et déchets verts de jardin) dès 5t/an – Loi Agec du 10 février 2020
31 déc. 2023	Tri à la source des biodéchets obligatoire pour tous en Europe.
2025	Interdiction de mise en location des logements étiquetés G au DPE (seuil abaissé à F en 2028 et E en 2034) – Loi Climat et résilience du 22 août 2021
2030	Division par deux du rythme d'artificialisation des sols, avec un objectif de Zéro artificialisation nette (ZAN) en 2050 – Loi Climat et résilience du 22 août 2021



Du monde où l'on vit au monde dont on vit

Un audit énergétique du parc existant pour identifier nos besoins de réhabilitation, l'élaboration de modèles de résidences passives à promouvoir, la formation des équipes aux enjeux environnementaux, l'organisation d'une journée dédiée à la transition écologique : en nous fixant des objectifs concrets, nous nous donnons les moyens de traduire scrupules, culpabilité ou impuissance en mobilisation générale.



© ANTOINE BOILEVIN

Une « drôle de guerre, indéfiniment prolongée » : c'est ainsi que Bruno Latour désigne la menace pesant sur notre avenir commun – le climat, l'accès aux énergies et à l'eau, la biodiversité... – sans parvenir à mobiliser à la hauteur des enjeux.

Dans son récent « *Mémo sur la nouvelle classe écologique*¹ », le sociologue et philosophe des sciences décrit la radicalité du changement de paradigme à opérer : « *Les énergies, depuis deux siècles, se mobilisent aisément quand il s'agit d'accroître la production et de rendre un peu*

moins injuste la distribution des richesses ainsi obtenues. L'inflexion décisive, c'est de donner la priorité au maintien des conditions d'habitabilité de la planète et non pas au développement de la production. » Peut désormais être dit émancipateur, selon lui, « *tout ce qui permet de superposer le monde où l'on vit et le monde dont on vit dans le même ensemble juridique, affectif, moral, institutionnel et matériel.* »

Comment nous positionner collectivement pour prendre en compte, sur nos territoires respectifs, le monde où nous vivons avec celui dont nous vivons ? C'est le nouvel horizon de notre action. La transition écologique devient la priorité phare de la motion d'orientation qui va guider nos pas pendant 4 ans.

Pour le mouvement Habitat Jeunes, dont l'ambition est de générer de la transformation sociale, cette transition écologique se doit d'être intégrée. Elle n'est en effet pas dissociable des enjeux économiques, sociaux, socio-éducatifs et territoriaux qui font notre quotidien. Il est naturel que, comme acteurs des politiques de jeunesse, nous nous

préoccupions des conditions de vie actuelles et à venir des jeunes. Cela en faisant nôtre l'analyse de l'écopsophe Félix Guattari², qui parle de l'écologie comme d'un concept à 3 dimensions, environnementale, sociale et mentale.

Certes, les freins au déploiement de la démarche ne manquent pas. À commencer par notre modèle économique, qui repose sur une redevance forfaitaire fixe, protectrice pour les jeunes mais impropre à les inciter à la responsabilité. Autre obstacle : la composition du réseau, essentiellement formé de gestionnaires – donc ni propriétaires ni décisionnaires quant au devenir du bâti. Le coût élevé des constructions BBC/HQE³, l'insuffisance des aides mobilisables pour les réhabilitations, les normes complémentaires : l'équation est complexe.

Mais en chaussant d'autres lunettes, il est aussi possible de mettre le focus sur les atouts dont nous disposons pour agir. Comme l'écrit Bruno Latour, « *le tableau est tout différent si l'on se tourne vers ceux qui se sont déjà mis en ordre de bataille* ». Les pages qui suivent en témoignent : nombreux



sont les adhérents qui déploient des solutions avec leurs partenaires locaux. Ce sont là des expériences sur lesquelles capitaliser.

Par ailleurs, l'environnement est le premier moteur d'engagement des 18-30 ans, pour 25 % d'entre eux⁴. C'est 6 points de plus qu'en 2018. Suivant leur parcours, beaucoup de jeunes ont, sur la question de l'écologie, un discours volontariste, certes parfois en décalage avec leurs actes. Mais la motivation est là, que Bruno Latour qualifie « *d'atout capital* ». Pour lui, « *l'avenir, il a été dévoré d'avance. [D'où] la soudaine révolte des jeunes qui se sentent trahis. En voilà des forces nombreuses à recruter !* » conclut-il.

Pour les aider à concrétiser leurs emballements, nous devons résister à la tentation de l'écologie punitive. Ne cédon pas non plus à la tentation d'opposer les démarches. Petits gestes et transformations plus globales peuvent au contraire s'allier.

« Il faut une éducation populaire autour des enjeux de transition écologique »

David Gualandi et Arnaud Laroche, de Technowest Logement Jeunes (Gironde), ont proposé et défendu une version alternative au projet de motion sur la transition écologique, qui a conduit à une réécriture de l'orientation. Nous leur avons demandé pourquoi.

« Le projet de motion nous a semblé, sur le sujet de la transition écologique, trop exclusivement axé sur l'enjeu du bâti. En délaissant à la fois la problématique de l'accompagnement des jeunes et la dimension politique du changement sociétal induit : plutôt gênant quand on sait le souci que les jeunes ont de cette question.

Avec un salarié et un jeune résident, nous avons donc proposé une réécriture totale, dans une logique d'interpellation, pour un débat en plénière. Il serait dommage d'aborder l'écologie sous un angle punitif. Ce sont de profonds changements de société qui nous attendent. La question à nous poser est : comment un mouvement de jeunesse peut s'en saisir de manière positive ? L'ampleur des changements nécessaires ouvre à nos yeux la possibilité d'un nouveau souffle en termes d'éducation populaire. »

1 Cosigné avec Nicolaj Schultz, et publié en janvier 2022 (Ed. Les empêcheurs de tourner en rond)
2 « *Les trois écologies* » (1989 - Ed. Galilée)
3 Bâtiment Basse Consommation / Haute Qualité Environnementale
4 Loin devant l'action humanitaire (19 %) ou le sport (19 %) par exemple. Baromètre Djepva 2020 sur la jeunesse (Injep/Credoc).

« Défricher ensemble, essayer... faire fructifier »



« Cette orientation a fait consensus dans le mouvement et le choix du mot transformation souligne qu'on vise à révolutionner nos pratiques... Mais comment faire et par quoi commencer ? Je travaille actuellement avec un petit groupe composé d'adhérents des différentes régions pour traduire l'orientation en feuille de route. Le groupe a pour objectif de défricher le chemin pour les autres : en partant de l'expérience particulière de chacun de ses membres, il met en lumière les leviers permettant de passer à l'action. Concrètement, il identifie les partenariats nationaux à nouer pour faciliter la mise en place d'actions locales, modélise des expériences inspirantes dans une visée d'essaimage et organise des temps de décryptage des évolutions en cours, pour permettre aux adhérents d'anticiper les changements à venir. Ainsi, à partir du 31 mai, nous vous proposerons un RDV webinar régulier, « les mardis de la transition écologique ». Et pour tous faire converger nos actions, nous organiserons cette année une journée de mobilisation sur la transition écologique le 11 octobre, date à marquer dans vos agendas ! »

Jade Grélaud, directrice générale adjointe de l'Unhaj



Construire, rénover : variations autour du cadre bâti

L'évolution du cadre bâti est un incontournable de la transition pour les acteurs du logement que nous sommes. Face à nos prochaines obligations légales, nous devons identifier ceux de nos bâtiments qui, énergivores et vieillissants, sont ou seront bientôt assimilables à des passoires thermiques. Diagnostiquer l'état du parc, construire du neuf, réhabiliter : ces questions transversales ne nous appartiennent pas toujours en propre, 2/3 des adhérents du réseau étant locataires.

Vers un état des lieux du parc existant



©ESPACES MIMONT

Le bâtiment (résidentiel et tertiaire) est le 2^e émetteur de gaz à effet de serre en France, après les transports. La rénovation du parc bâti offre donc des opportunités d'actions massives pour réduire l'empreinte environnementale de nos résidences.

Une des priorités de la motion d'orientation est de réaliser un audit national du parc existant, en vue de négocier des moyens pour un plan national de rénovation. Sur le terrain, des projets font déjà école. Ainsi à Cannes, la résidence Espaces Mimont (2 bâtiments datant de 1973 et 1983) a été totalement réhabilitée. Isolation en façade et en toiture, changement de toutes les menuiseries, pose

de casquettes brise-soleil sur les fenêtres sud, installation d'une VMC¹ double flux : plus de 50 % des sommes investies le sont dans les travaux énergétiques. Le label BBC² Effinergie s'assortit d'une subvention régionale, couvrant 13 % des travaux engagés. Au moins 33 % d'économies sont attendues sur les consommations de fluides après achèvement des travaux mi-2022.

Des modèles émergents dans le neuf



©HABITAT JEUNES MONTPELLIER
RÉSIDENCE ODE À LA JEUNESSE

Suffit-il de construire écologique pour changer les habitudes d'usage ? À cette question, le Relais Accueil du Vallona va bientôt pouvoir répondre. A Paris, l'association a réceptionné fin 2021 une résidence de 75 logements labellisée NF HQE³, en lieu et

place de 4 immeubles vétustes préexistants, détruits, propriétés du bailleur 1001-Vies Habitat. Le label implique le respect de normes de construction strictes et un chantier propre, donc une organisation très contraignante. « *Le bâtiment est beau, très bien isolé : en termes de qualité de vie, c'est le Graal* » reconnaît Jean-Baptiste Kieffer. Le directeur du Relais Accueil du Vallona se félicite d'avoir obtenu – de haute lutte – l'installation de sous-compteurs d'électricité dans chaque logement. Il constate des écarts de consommation de 1 à 10 pour une même surface.

Même son de cloche à Pérols, au sud de Montpellier, où Habitat Jeunes Montpellier a ouvert une 9^e résidence, labellisée Énergie positive. Le surcoût à la construction, élevé, a été tenable grâce à la localisation du projet dans un nouvel éco-quartier, avec des aides à la clé. Le bâtiment combine matériaux à très faible impact, conception bioclimatique et panneaux photovoltaïques en toiture. Là encore, tous les logements et espaces collectifs ont été équipés de compteurs de calories à visée pédagogique.



« Car même dans un bâtiment très bien conçu, les comportements ont de lourdes répercussions » rappelle Frédéric Adell, directeur de l'établissement. « *Un bâti comme celui-là, c'est une locomotive : nos activités socio-éducatives prennent sens et toute une dynamique s'enclenche.* »

- 1 Ventilation mécanique contrôlée
- 2 Bâtiment Basse Consommation
- 3 Haute Qualité Environnementale

« Savoir d'où l'on part »



« La transition énergétique n'est, à nos yeux, plus une option : elle s'impose pour construire le monde de demain. Nous terminons actuellement un état des lieux régional du patrimoine bâti. Premier constat, celui d'une grande hétérogénéité des connaissances parmi les adhérents : 1/3 seulement connaissent leur notation au titre du diagnostic de performance énergétique (DPE). Nous sommes donc aux prémices d'un projet régional de réhabilitation que nous souhaitons construire avec l'Ademe, l'USH et Novabuilt : connaître l'état des bâtiments avec des DPE nouvelles générations incluant l'étiquette carbone, déterminer nos priorités en réhabilitation pour construire des projets ambitieux et mobiliser nos partenaires et les financements nécessaires. »

**Myriam Naël, déléguée régionale
Urhaj Pays de la Loire**



Notre vocation : être des ferments de changement

Trois questions à Sylvie Gauthier-Lafay,
directrice de la structure Habitat Jeunes Espace
Saint Ex à Autun et membre du bureau de l'Unhaj

**Pourquoi le sujet
de la transition
écologique
est-il désormais
porté politi-
quement à
l'Unhaj ?**

Nous ne pouvons pas nous revendiquer comme acteurs de l'accompagnement des jeunes, à un âge où c'est à eux de prendre les choses en main, sans nous emparer de cette question. Notre vocation est d'être des ferments de changement. Et d'être « costauds » dans les messages que l'on porte et le niveau d'exigence que l'on s'impose.

**Quels sont
les obstacles
restant à lever
selon vous
dans le réseau ?**

Le premier est d'ordre technique et financier : la redevance « charges comprises » qui nous est imposée réglementairement n'incite pas aux comportements éco-responsables. Actuellement, l'envolée du prix des fluides percute violemment ce modèle économique : +70 % sur le prix du MWh chez nous pour une hausse de la redevance plafonnée à +0,42 % ! Or j'ai tendance à penser que ce qui marche le mieux en pédagogie, c'est l'éducation « à balles réelles » : équiper nos logements de sous-compteurs pour que les jeunes soient a minima informés de l'impact de leurs comportements, c'est un vrai enjeu. Le second obstacle majeur est celui de l'équilibre entre constructions neuves et réhabilitations. Réhabiliter est écologiquement plus vertueux, mais plus complexe et onéreux. Nous avons un travail de persuasion à opérer auprès de l'État, des bailleurs sociaux et de nos partenaires financeurs.

**Comment se
lancer et agir
concrètement,
suivant votre
expérience de
terrain ?**

A l'Espace Saint Ex, nous avons fait de la transition écologique une démarche transversale intégrée à l'ensemble de nos décisions, projets et arbitrages. C'est là le principal apport de l'écolabel européen attribué à notre centre international de séjour, que nous avons choisi d'étendre à toutes nos activités, y compris la résidence Habitat Jeunes.



Changements de comportements : de multiples leviers à actionner

Impulser un processus de transformation écologique passe par de nécessaires changements concrets dans nos usages quotidiens. Mais si nul ne peut plus ignorer les catastrophes annoncées, il y a un pas parfois difficile à franchir de la prise de conscience à l'évolution décisive de nos modes de vie. Une campagne d'information ou un discours culpabilisant, on le sait désormais, ne suffit pas. Beaucoup d'adhérents l'ont compris et inventent des manières d'avancer.

Les déchets : prévenir et guérir



© L'APPART

Les déchets, une problématique aux multiples entrées : une consommation en croissance de repas et de biens livrés qui fait exploser les locaux vide-ordures... Une injonction au tri difficile à respecter dans de petits espaces... Des équipements électroménagers qui tombent en panne et finissent en déchetterie... La réduction des déchets est un enjeu pour tous, pour préserver les ressources, mais aussi pour faciliter la gestion au quotidien et rendre le cadre de vie le plus agréable possible. À Gennevilliers, L'Appart - 142 places en diffus sur 5 villes - a pris le taureau par les cornes. « Sur les 292 appareils d'électro-ménager répertoriés dans nos résidences, on avait pas loin d'une panne

par jour » raconte Alice Desnoes, coordinatrice socio-éducative. « Longtemps, un collègue chargé de la maintenance s'est occupé de vérifier les garanties, d'essayer de réparer. À son départ, les objets remplacés se sont multipliés. Et les déchets aussi. » C'est alors que l'Unhaj annonce son souhait de tester un partenariat avec l'association d'insertion Envie, dont le but est de donner une nouvelle vie aux appareils : une aubaine. Depuis 2021, quand on peut réparer, Envie répare. Si ce n'est pas possible, les appareils rachetés le sont en rénové/garanti, à 50 % du prix du neuf. Rationnel, écologique : tout bénéf'.

Le do it yourself à la rescousse



© ASSOCIATION NOËL PAINDAVOINE

À Reims, l'association Noël Paindavoine a répondu à un appel à projets régional¹, ce qui lui a permis d'initier des ateliers participatifs avec de jeunes résidentes pour la fabrication de « periodic box »² et la couture de serviettes périodiques lavables. À la clé, un double effet : contre la précarité menstruelle et contre les déchets plastiques. Une femme utilise entre 5 et 15 000 serviettes et tampons au cours de sa vie.

L'alimentation : manger responsable



©PASS'HAJ

Il est (assez) facile de fédérer autour de l'alimentation. Circuits courts, cuisine du jardin, filière bio, compostage des déchets verts : les angles d'attaque possibles sont multiples.



À Thouars et Cerisay (79), l'association Pass'Haj a créé 2 jardins partagés, que les jeunes cultivent 2 à 3h par semaine avec le concours de bénévoles du quartier : un prétexte au vivre-ensemble. Produits dans ces espaces ouverts, en libre accès permanent, les fruits et légumes alimentent des ateliers hebdomadaires de cuisine et 3 chantiers de conserverie artisanale par an, animés par la maîtresse de maison et les animateurs. Résultat : en moyenne, 600 bocaux, vendus à petit prix dans l'épicerie interne. Une fierté.

À Castellane, grâce à la garantie « Mon restau responsable »³, la cuisine collective et le restaurant de la résidence ont adopté une démarche participative de progrès votée tous les 2 ans en séance publique. Au menu, des éco-gestes (tri des biodéchets, économies d'eau et d'électricité), des assiettes responsables (bio, circuits courts...) et une attention à la qualité nutritionnelle.

En Centre Val-de-Loire, l'Urhaj orchestre le défi annuel « 5 chefs au piano ». Soit, en 2022, 8 journées dans 8 restaurants pour sensibiliser les convives au bien manger pour la planète. À raison de 1400 couverts - c'est aussi l'occasion de découvrir ces restaurants associatifs ouverts à tous les publics, tout au long de l'année - l'impact de l'opération est fort. Il participe d'une dynamique globale de changement : une « course de fond » vers des approvisionnements responsables, notamment.



© BENJAMIN DUBUIS
« 5 CHEFS AU PIANO » 2022

Les mobilités douces mobilisent

La mobilité : clé de l'émancipation et pilier de la transition écologique ? Il s'agit d'abord de gérer l'explosion des nouveaux moyens de locomotion chez les jeunes : vélos et plus encore trottinettes électriques. Mais certains adhérents vont plus loin. La résidence Le Plessis de Montceau-les-Mines bénéficie du soutien de la Macif dans le cadre d'un partenariat passé avec l'Urhaj. Avec le Défi Diffuz, sa campagne de collecte de vélos inutilisés est largement relayée par la mutuelle. Un partenariat avec l'association locale Mine de Rayon permettra de réparer les 2 roues récoltés. Une chance pour les résidents : seuls 25 % d'entre eux sont équipés d'un véhicule dans cette ancienne ville minière. À Montpellier Habitat Jeunes, un partenariat a été noué avec l'association locale VéloOxygène, autour d'un échange de services : un local fourni dans la résidence contre l'entretien de la flotte de « vélos-taff » constituée par la résidence.

1 De la Dreets Grand Est
2 Boîtes contenant serviettes, cups ou tampons hygiéniques
3 Délivrée par la Fondation pour la nature et l'homme (FNH)



Petits pas ou bottes des 7 lieues : chacun son rythme

Questionner les habitudes, s'accoutumer à de nouveaux réflexes, tester des modèles économiques innovants, se former, nouer des alliances et des partenariats : tout cela prend du temps. D'un adhérent à l'autre, la feuille de route de la transition écologique s'inscrit dans des temporalités, des niveaux d'ambition variables. L'important, comme le prônait Pierre Rabhi, est que chacun fasse sa part, comme le colibri face au grand incendie.

Essaimer

Se mettre en mouvement, mobiliser les jeunes, contribuer chacun à son niveau par de petits gestes et, peu à peu, s'apercevoir que les choses prennent de l'ampleur : c'est le sens de la démarche engagée par Adamal à Salon-de-Provence. Le groupe de travail « Colibri » créé en 2020 – 8 salariés volontaires, un par service – a commencé par sensibiliser les salariés à des réflexes plus écologiques au quotidien : imprimer recto-verso, éteindre son ordinateur le soir... Une charte des éco-gestes a été conçue sur cette base, inspirant des actions de sensibilisation en direction des jeunes. 2 ans après, un questionnaire d'auto-évaluation montre que certains progrès sont acquis, comme les économies à l'impression, l'extinction des lumières et ordinateurs ou encore l'utilisation responsable du chauffage. Mais certains restent à faire !



© ADAMAL

Réseauter

L'Abri, à Évreux, c'est notamment une résidence Habitat Jeunes de 114 places et 5 ressourceries. Ces ressourceries collectent annuellement 900 tonnes d'objets usagés candidats à une seconde vie. Partant du principe que le meilleur déchet est celui qu'on ne produit pas, l'association joue ainsi résolument la carte de la consommation responsable et du réemploi. Et aussi celle de la transition professionnelle, puisqu'elle emploie près de 100 salariés de 18 à 62 ans, en situation d'insertion ou de transition. L'association est adhérente au réseau national des Ressourceries et Recycleries et possède l'agrément Atelier Chantier d'insertion depuis 2015. En 2022, les actions de sensibilisation au réemploi redémarrent, dans les résidences, les écoles et comités d'entreprises.



© ASSOCIATION L'ABRI



Composter

À Besançon, le composteur accéléré d'Habitat Jeunes Les Oiseaux est bien connu. Il a été installé fin 2013 en partenariat avec le Sybert (Syndicat Mixte de Besançon et de sa région pour le traitement des déchets), qui souhaitait étudier à grande échelle différents systèmes de compostage en habitat collectif dense. Avec ses 80 000 repas servis à l'année, l'association est donc équipée d'une machine norvégienne compostant les déchets organiques en 4 à 6 semaines. Durant 7 ans, le composteur a également recyclé les déchets organiques des particuliers du quartier. Soit 12 tonnes de déchets à l'année à la « grande époque ». L'équipement est aujourd'hui utilisé uniquement par l'association, ce qui lui permet de respecter la réglementation du tri à la source, d'alléger son empreinte carbone ainsi que ses factures de redevance incitative « déchets ».



© HABITAT JEUNES LES OISEAUX

Globaliser

La transition écologique pour l'Urhaj Pays de la Loire, c'est la mobilisation dans le cadre de la responsabilité sociétale des organisations (RSO). Depuis 2019, les adhérents se sont formés et outillés pour aller vers une labellisation interne. Gouvernance, environnement, économie, relations sociales, usagers, ils ont écouté leurs parties prenantes, réalisé un état des lieux et construit un plan d'actions pour répondre aux défis environnementaux et sociétaux. Ils ont choisi deux axes, la transition énergétique et l'accompagnement des jeunes, pour mener des actions régionales : diagnostic énergétique, rassemblement de jeunes, #12défispourHAJIR... En avril 2022, 21 associations sont labellisées. Démarche « d'encouragement », la dynamique RSO permet à chaque association de prendre sa part. L'Urhaj y voit une manière de pousser le projet Habitat Jeunes comme acteur d'une transformation globale de la société.



© AFNOR



Horizon éco-labellisation

Au cœur de Saint-Étienne, la résidence Habitat Jeunes Clairvivre-Wogenscky (221 places) et le Centre international de séjour (118 lits) sont installés sur le même site et partagent de nombreux équipements et locaux.

Mais pas seulement. La démarche de transition écologique du CIJ – membre du réseau Ethic Étapes et titulaire d'un Écolabel européen Afnor – est la locomotive d'un convoi qui embarque tout le monde.

Rencontre avec quelques voyageurs...



© HABITAT JEUNES CLAIRVIVRE-WOGENSKY



L'écolabel n'est pas une fin en soi

« C'est l'adhésion du CIS au réseau Ethic Étapes qui nous a propulsés vers l'éco-labellisation. L'Écolabel européen est un référentiel complet, reposant sur une soixantaine de critères. C'est sur la démarche d'amélioration continue pour chaque item que porte l'audit Afnor, qui a eu lieu en mai 2021. L'Écolabel n'est pas une fin en soi. C'est une base pour nous améliorer sans cesse. Il repose sur les pratiques plus que sur les caractéristiques du bâti. Il fallait donc une vraie impulsion des salariés, que la démarche soit portée par tous. Divers ateliers de sensibilisation sont menés, de manière récurrente : tri des déchets, économies d'énergie, produits d'entretien écologiques, ateliers apiculture. Des actions devenus réflexes au quotidien. »

Abdellah Benmoussa, assistant de gestion chargé de l'accueil et du suivi environnemental et Marilyne Da Silva, directrice des services



Ça n'est pas si difficile, un pas suffit...

« Notre manière d'avancer, c'est la politique des petits pas. On a commencé par créer un jardin, puis un verger, puis un compost, puis des ruches se sont greffées... L'accumulation de petits gestes finit par construire un projet global. Ce qui compte, c'est la démarche et sa transmission. Surtout auprès des jeunes dont ça n'est pas la priorité, car ils ont d'autres urgences auxquelles faire face... De montrer que ce n'est pas si difficile, qu'un pas suffit... Nous accueillons beaucoup de mineurs non accompagnés. Ils viennent de loin, n'ont pas forcément de conscience écologique. L'idée est de les y initier, mais aussi de recueillir leurs manières de faire – de cultiver la terre par exemple. Ça n'est pas à sens unique ! »

Pascale Bigay, journaliste rédactrice web, secrétaire du Bureau de l'association



C'est important pour moi

« C'est très important pour moi de vivre dans un lieu qui applique et promeut des règles en faveur de la planète et de la biodiversité : la cabane à chats, les abeilles... C'est agréable. Avant de venir à Saint-Étienne pour un nouveau travail, j'ai eu mon propre appartement et j'étais déjà attentive à tous ces gestes : le tri, le compost... Je travaille dans le monde industriel. Je connais les conséquences des déchets sur l'environnement. Si tout le monde met la main à la pâte – particuliers, industriels – on peut vivre dans un environnement beaucoup plus sain. C'est de la responsabilité de chacun. »

Jennifer Aouaj, en CDD assistante qualité, résidente



© HABITAT JEUNES CLAIRVIVRE-WOGENSKY



Les abeilles sont les sentinelles du climat

« Cela fait 20 ans que je fréquente l'association. Je partage ma passion pour l'apiculture. J'ai installé 5 ruches sur le toit de la résidence. J'anime régulièrement des ateliers autour du cycle de vie des abeilles, sur l'entretien des ruches et la production de miel en lien avec les jeunes résidents. C'est intéressant les abeilles : observer l'évolution des essaims apprend aux jeunes la continuité. Les abeilles sont les sentinelles du climat. J'y passais tous les 15 jours et cela suffisait. J'ai eu jusqu'à 40 ruches à moi dans la plaine du Forez. Aujourd'hui les abeilles sont affaiblies par les traitements phytosanitaires, les remembrements, les changements brutaux de température... La pollution rend les miels beaucoup moins parfumés. »

Paul Feuillat, travailleur social retraité, bénévole



Il faut espérer un effet d'entraînement



Agence publique dédiée à la transition écologique, l'Ademe a pour vocation de mobiliser les acteurs de terrain et les territoires. Ses études, conseils, avis, méthodologies et recommandations font autorité. Nous avons rencontré Romuald Caumont, chef adjoint du service Bâtiment.

Quelles sont les évolutions induites par la RE 2020, nouvelle réglementation environnementale ?

La RE 2020 concerne les constructions neuves et extensions de bâtiments existants. Cela, quelle que soit la nature du bâti : maison individuelle, logement collectif, locaux tertiaires... Durant près d'un demi-siècle, les réglementations thermiques se sont succédées, avec un focus exclusif sur l'optimisation thermique. Avec la RE 2020, le mot-clé est environnemental. La nouveauté est qu'en plus de la performance énergétique, l'ensemble des émissions de GES¹ du bâtiment, sur tout son cycle de vie, est pris en compte. En incluant donc les matériaux utilisés et les équipements.

Est-ce que par effet rebond, on peut imaginer que la RE2020 puisse impacter les normes applicables à la rénovation ?

Il faut espérer un effet d'entraînement. Car la construction neuve renouvelle le parc national de

bâtiments à hauteur de seulement 1% par an... À ce rythme-là, l'objectif d'un bâti 100% BBC² à horizon 2050 est hors de portée. C'est souvent par le truchement des subventions que les normes se propagent. Ou par l'intermédiaire d'appels à projets, adossés à des critères thermiques et écologiques ambitieux.

Qu'est-ce qui change avec le nouveau diagnostic de performance énergétique (DPE) ?

La réforme a unifié les méthodes de calcul, en mettant notamment fin à la spécificité des bâtiments antérieurs à 1948, auxquels on appliquait une méthode « sur facture », qui ne reflétait que très imparfaitement la performance du bâtiment. Le nouveau DPE se veut plus fiable. Il devient opposable, donc contestable. Deux nouveaux usages (l'éclairage et la ventilation) sont désormais pris en compte en plus du chauffage, de l'eau chaude sanitaire et de la climatisation. Les étiquettes pour la performance énergétique intègrent les deux volets : consommation énergétique et émission de GES associées. Enfin, le document devient plus lisible et pédagogique, avec une bonne vision des coûts de consommation annuelle et des préconisations de travaux.

Est-il vrai que le parc social – dont relève une part des résidences Unhaj – est plus « vertueux » que le parc de logements privés au regard du DPE ?

C'est vrai. C'est la force des bailleurs sociaux, que leur capacité

à s'organiser pour structurer leur politique de rénovation. Ce qui s'avère beaucoup plus complexe dans un contexte de copropriété par exemple.

Quel regard portez-vous sur le rôle que peuvent jouer nos adhérents dans la transition écologique ?

Si l'adhérent est propriétaire de ses murs, il peut se poser la question de la performance du bâti. En commençant par un audit énergétique, pour identifier les postes les plus consommateurs. Lorsqu'il n'a pas la main sur le bâti, tout se joue sur la gestion des consommations des équipements gérés en propre : la bonne régulation de température de chauffage, la gestion de l'éclairage, de la ventilation et des usages spécifiques de l'électricité (informatique, cuisson...)

Quels appuis possibles pour des acteurs associatifs de terrain comme ceux du réseau Habitat Jeunes ?

Pour organiser des ateliers d'information et de sensibilisation et structurer une politique d'accompagnement à la prise en main du logement, j'invite vos adhérents à se rapprocher des acteurs locaux du réseau France Rénov', structure publique dédiée à la rénovation de l'habitat. L'Ademe dispose quant à elle de 26 implantations en régions, qui accompagnent parfois des structures associatives, essentiellement autour d'appels à projets.

1 Gaz à effet de serre

2 Bâtiment basse consommation

L'observatoire permanent du réseau Habitat Jeunes pour défendre les intérêts des adhérents et des jeunes



L'observation au service de l'action



© Jérémie Quesada - Universités d'automne Habitat Jeunes

Participez activement à la mise en lumière de nos spécificités en renseignant vos données !

ophaj.reseauhaj.org / ophaj@reseauhaj.org



Depuis fin 2019, le fonds coup de pouce a permis de sécuriser le parcours de près de 1 000 jeunes



Un coup de pouce pour tout changer



© Hamicka Andres - Résidence Le Plessis - Montceau-les-Mines

**Vous aussi,
engagez-vous pour donner un coup de pouce !**

coupdepouce@unhaj.org / 01 41 74 80 98



« Recevoir et redonner »



*Grâce à Habitat Jeunes,
je découvre que c'est
l'associatif et l'animation
qui me plaisent.*

Résidente au FJT Horizon Habitat Jeunes d'Hérouville - Saint-Clair, Juliane Garangé est aussi administratrice de l'Urhaj Normandie et de l'Unhaj.

À 23 ans, après plusieurs années à se chercher, elle dit s'être trouvée grâce à ses rencontres dans le réseau.

« J'avais envie de bénévolat depuis longtemps, sans jamais trouver. Aujourd'hui, je souhaite redonner un peu de tout ce que j'ai reçu chez Habitat Jeunes, en faire profiter d'autres. »

Le parcours de Juliane au sein du réseau ressemble à un coup de foudre : tout est allé très vite. Ce n'est en effet qu'en janvier 2021 qu'elle postule pour un logement avec son compagnon, dans la résidence d'Hérouville-St-Clair, qui accueille les couples. La jeune femme est alors en formation de technicienne en chaudronnerie à Caen. Une formation qu'elle abandonne rapidement. Plus disponible, Juliane s'investit alors dans la résidence : repas interculturels du mardi soir, construction d'un mégotier pour la récupération et le recyclage des mégots de cigarette... Juliane traverse parallèlement une période difficile de dépression et trouve, au sein de l'équipe de professionnels de la résidence, « beaucoup d'écoute, de solidarité et d'amour ».

Suit une rencontre avec une salariée de l'Urhaj, dont les bureaux se situent à proximité immédiate. Et c'est une nouvelle spirale, positive, qui s'enclenche alors. Juliane est accueillie en stage à l'Urhaj, pour valider son idée de se réorienter vers les métiers de l'animation (elle est aujourd'hui animatrice périscolaire dans une école d'Hérouville). Un déclic : « J'ai adoré, j'ai visité d'autres FJT, vu comment le mouvement fonctionnait, fait plein de rencontres... ».

Les occasions à saisir s'enchaînent ensuite et Juliane les saisit toutes : une participation à l'AG de l'Urhaj, où elle est élue avec son compagnon comme membre du premier collège jeunes, un week-end « jeunes » national à Paris à la rentrée 2021, dans le cadre du projet *Journal d'une jeunesse déconfinée*... Et voilà Juliane candidate à l'entrée au CA de l'Unhaj. Un grand moment pour elle que le vote au Congrès de Rouen : « Très fort en émotions, impressionnant... ».

Son rôle d'administratrice, Juliane le voit comme une manière de porter la parole des jeunes, d'exprimer leurs vécus, leurs envies, en proposant des pistes d'amélioration. Côté Urhaj, elle s'apprête à partir en chantier solidaire au Canada. Elle monte par ailleurs un projet pour développer des outils de soutien à la santé mentale des jeunes : groupes de parole, tables-rondes, accès aux soins psychothérapeutiques...

À l'Unhaj, Juliane est en phase de découverte, aussi bien de ses collègues administrateurs... que de leur drôle de langage par acronymes !

L'Union s'étoffe avec l'arrivée de 4 nouveaux adhérents

Paca et Corse

RSOE du Fort St-Antoine

www.apprentis-auteuil.org



© RSOE

La RSOE propose une offre concrète pour lutter contre le déterminisme social, sortir des fonctionnements en silos et des logiques de critères d'admission « sous garantie ». Via une offre globale et interdisciplinaire, elle permet un accès serein aux exigences du monde professionnel, à la responsabilité individuelle et au pouvoir d'agir. L'équipe s'est engagée dans une étude d'impact pour démontrer les effets de cette approche (économies de coûts sociaux, moraux, financiers et de souffrances).

La rencontre avec une déléguée régionale engagée, dynamique et efficace a été déterminante dans le choix d'adhérer. Les objectifs sont de bénéficier et de faire bénéficier des réseaux partenariaux, mais également de développer la notoriété d'actions en faveur des publics Neet pour que cette cause et les réponses opérationnelles proposées puissent mobiliser l'ensemble des pouvoirs publics.

Les 3 mots associés au projet Habitat Jeunes : Transmettre le Pouvoir d'Agir (sur leurs destinées)

Auvergne Rhône-Alpes

Sira

www.le-sira.eu



© SIRA

Le Sira, service innovant, a été créé dans le cadre d'un projet PIA¹ porté par le Corum Saint Jean, adhérent Habitat Jeunes.

Il accompagne toute personne ayant besoin d'un logement pour accéder à la formation ou à l'emploi en France métropolitaine, à la fois dans la recherche de logement et la mise en place des aides financières inhérentes.

Ce service est gratuit, sans condition d'âge, et concerne tout type de logement, selon les besoins et moyens du demandeur.

En plus de l'ex Urhaj Auvergne, 6 des 9 membres fondateurs du Sira sont des adhérents Habitat Jeunes. Aujourd'hui, près de 30 % des orientations réalisées se font sur des résidences Habitat Jeunes qui répondent aux besoins du public. L'adhésion au réseau permet au Sira de se rapprocher encore plus de ses membres et facilitera le parcours logement des personnes qui le sollicitent.

Les 3 mots associés au projet Habitat Jeunes : Accessibilité - Solidarité - Mixité

¹ Programme d'Investissements d'Avenir

Ile-de-France

Association Alfi

www.www.alfi-asso.org



© ASSOCIATION ALFI

Le FJT a ouvert ses portes en 2021 et propose 157 logements neufs et meublés. Gérée par l'Alfi, cette résidence offre les conditions d'une bonne insertion des jeunes à travers l'organisation d'actions collectives ciblées et la mise en œuvre d'un accompagnement social personnalisé de chaque résident, dont une trentaine relève de l'ASE. Grâce à l'implication quotidienne d'une équipe de proximité renforcée, le FJT participe ainsi au processus d'autonomie des jeunes accueillis.

Membre et administratrice de l'Unafo et de la Fas, l'Alfi a adhéré au mouvement Habitat Jeunes afin de s'inscrire dans une dynamique collective et mettre en cohérence ses actions avec celles portées par les autres opérateurs. Le partage de connaissances entre professionnels permettra en outre d'améliorer ses pratiques et d'assurer la mise en œuvre d'un accompagnement adapté aux besoins des jeunes.

Les 3 mots associés au projet Habitat Jeunes : Loger - Accompagner - Impliquer

Ile-de-France

Habitat et Humanisme Ile-de-France

www.habitat-humanisme.org



©HABITAT ET HUMANISME IDF

Habitat et Humanisme agit en faveur du logement, de l'insertion et de la récréation des liens sociaux. L'association permet aux personnes modestes d'accéder à un logement de qualité, adapté à leur situation et les accompagne dans leur parcours d'insertion. Elle propose plusieurs types d'habitat, dont des résidences pour les jeunes en emploi ou en insertion professionnelle. Des travailleurs sociaux et bénévoles accompagnent les jeunes dans la réalisation de leur projet et proposent des animations collectives.

Habitat et Humanisme Ile-de-France s'inscrit dans le réseau Habitat Jeunes avec lequel il partage des valeurs communes et objectifs pour œuvrer à la prise en compte des jeunes dans la société, les territoires et favoriser la mixité sociale. Cette adhésion permet de travailler avec la tête de réseau et les autres structures à la promotion des actions et à la construction de projets communs.

Les 3 mots associés au projet Habitat Jeunes : Collectif - Participation - Ouverture

Après presque 50 années au sein du mouvement Habitat Jeunes, Jacky Menot tire sa révérence. Il nous parle de son engagement...

Ce projet aura façonné mon propre parcours

À la veille de passer la main à la présidence de l'Unhaj Bretagne, un regard sur mon engagement au sein du mouvement UFJT puis Habitat Jeunes, durant ces presque 50 années, me permet de témoigner combien ce projet, en permanente évolution et actualisation, aura façonné mon propre parcours.



Premières animations au FJT de Dinan, années 1970.

Recruté un peu par hasard, en tant qu'animateur, au FJT de Dinan, j'ai alors fait trois découvertes :

- Des jeunes qui avaient une soif de vie collective : ils étaient très engagés eux-mêmes dans la vie du FJT, participant à l'aménagement des locaux (le FJT venait d'ouvrir), présents et organisateurs d'activités de toutes sortes et soudés par de vrais liens de camaraderie (qui perdurent 50 ans après).
- Une association locale – des bénévoles – un projet pour les jeunes, d'autonomie disait-on à l'époque.
- Une organisation nationale (UFJT/Unhaj), dans laquelle il y avait du débat d'idées, un souci du bien-être des jeunes et une permanente analyse des mutations en cours.

J'ai assez vite rejoint les instances de l'UFJT en qualité de représentant de la Fédération des Amitiés Sociales – elle-même membre fondateur de l'Union – puis siégé

au CA, au bureau de l'Unhaj durant 18 ans et exercé la captivante fonction de Secrétaire Général. Ce cheminement m'a, justement, permis d'appréhender et mieux comprendre les mutations sociétales auxquelles les jeunes avaient à faire face.

La première mutation aura été celle de la « valeur Travail » après le second choc pétrolier de la fin des années 70 qui a considérablement dégradé la situation des jeunes au regard de leur entrée dans le monde du travail et de tous ses attributs, de la promotion sociale et reconnaissance sociale. Dans un premier temps révoltés, les jeunes se sont finalement et progressivement résignés : « à force d'entendre qu'ils ne sont pas attendus dans la société, qu'ils n'y ont plus de place... les jeunes finissent par le croire » martelions-nous à l'Unhaj !

Par rapport à ces évolutions, la posture de l'Unhaj a été pour moi, issu d'une famille ouvrière, mobilisatrice et source d'engagement autour d'un projet – dit Habitat Jeunes – qui s'est construit dans le temps. C'est grâce au soutien de l'équipe de l'Unhaj et à tout l'outillage constitué à l'Union sous l'impulsion du 1^{er} Accord Cadre¹, et notamment l'analyse sociologique des situations de jeunesse à travers les « passations jeunes », que j'avais soutenu mon mémoire DHEPS² intitulé « La place du hors travail dans la construction identitaire – exemple de projets collectifs comme espace d'expérimentation en FJT ».

Ce qui, finalement, caractérise le projet Habitat Jeunes, de mon sens, et qui a conforté mon engagement, c'est cette triple capacité :

- D'une part à analyser le contexte social et sociétal – faire plaider, mettre en conviction, alerter, proposer des orientations politiques, considérer les jeunes en tant que citoyens, faire valoir des droits plutôt que des traitements spécifiques et sectoriels... – et ceci avec constance et incitation à l'engagement de tous.
- D'autre part à proposer des solutions concrètes, des réponses aux attentes des jeunes et, avec les étapes de décentralisation, aux attentes des territoires.
- Enfin, la capacité à être en résistance lorsque c'est nécessaire :
 - Dans les années d'après chocs pétroliers, évoquées ci-dessus, où l'Union a fait valoir l'approche globale et le FJT comme équipement d'insertion sociale et professionnelle – avec les premières actions de pré-formation et les négociations avec le Fonds Social Européen – alors que l'État nous considérait comme logeur.
 - Dans le début des années 90 – avec le 1^{er} Accord Cadre de réhabilitation, qui concevait les espaces en

concertation avec les jeunes et au regard d'intentions pédagogiques (mémento des espaces, passations jeunes) et la coopération maîtrise d'ouvrage / maîtrise d'œuvre / maîtrise d'usage au sein des MOC – le logement pensé non pas seulement comme un toit mais comme facteur de légitimation.

- L'expérimentation des mutuelles du logement qui précèdent les Cllaj et Services Logement et la nécessité d'une diversification de l'offre à partir des fonctions AIO-A (Accueil, Information, Orientation, Accompagnement).
- Fin des années 90 – avec tout un travail sur l'identité du mouvement – la valorisation du fait associatif, l'appartenance à l'éducation populaire et l'affirmation comme un acteur local des politiques jeunesse qui œuvre dans un concert partenarial local et, bien sûr, l'adoption de la Charte qui énonce des principes communs et nous assigne des missions.
- Dans les mêmes années, le droit à l'expérimentation pour les jeunes – avec l'École de projets « Interstices ».
- Dans les années 2010, les débats sur la notion d'émancipation dans une société en pleine transformation.
- Plus récemment, notre analyse collective des mutations sociales, économiques, environnementales et la traduction, en termes de programmation, des espaces bâtis et non bâtis.
- Ou encore les dernières interpellations des candidats aux élections locales et régionales, plus récemment présidentielles, sous forme de plaidoyer pour les droits et l'accès aux droits pour les jeunes, la sécurisation des parcours de jeunesse ; sans compter les mobilisations successives pour maintenir les aides au logement ou encore l'argumentation permanente sur le brassage et la mixité sociale.



Visite de Louis Besson, Ministre du logement, à Dinan dans les années 2000, accompagné d'Auguste Derives, alors Vice-Président de l'Unhaj et de Jacky Menot. Cette visite, organisée à l'initiative de l'Unhaj, visait à montrer la diversification de l'offre sur le territoire.



Les anciens résidents, 50 ans après !

Depuis plus de 20 ans, chaque année nous nous retrouvons avec une trentaine d'anciens résidents qui ont tissé, au cours de leur passage au FJT, des liens d'amitié et de solidarité étendus aujourd'hui aux cellules familiales. Très engagés, à l'époque, dans l'action collective du Foyer, ils en ont tiré, selon leur dire et avec le recul, des expériences et des compétences qui ont influencé leurs parcours personnels, familiaux, professionnels : pour quelques-uns, création de leur entreprise après un licenciement ou à l'issue de l'apprentissage, pour d'autres, orientation vers les métiers de la formation et de l'éducation après une expérience ouvrière, ou encore cadre de la fonction publique. D'autres auront eu un parcours moins linéaire et toutes et tous un engagement sportif ou culturel, voire militant, de présidents d'associations. Si souvent nous nous interrogeons sur les effets sociaux produits par notre action socio-éducative, difficilement mesurables et évaluable à court terme, quelques exemples, vécus par tous, confortent le bien-fondé de notre projet et de notre ambition éducative.

Au moment donc de passer la main, c'est une grande satisfaction pour moi, après le vote à l'unanimité de la motion d'orientation 2021-2025 à Rouen, de voir l'Union toujours en mouvement, poursuivre une démarche de développement durable, articulant enjeux sociétaux, modèles économiques, questions environnementales, gouvernance associative.

1 Accord Cadre Réhabilitation des FJT – 1989 – Ministères Logement et Action sociale – CDC – Unfo Hlm – Cnaf – Ufjt
2 Diplôme des Hautes Etudes en Travail Social – Collège Coopératif en Bretagne – 2002



LIRE, VOIR
JOUER



Le droit du sol, journal d'un vertige

Étienne Davodeau - Éditions Futuropolis

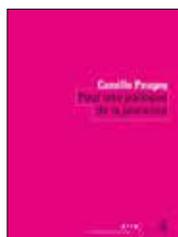


Ce livre a été conçu comme un trait poétique et physique entre un mammouth dessiné par un homme il y a 22 000 ans, dans la grotte du Pech Merle et la (peut-être) future grotte consacrée aux déchets nucléaires, à Bure. Entre ces deux capsules de temps, rien de commun. Ainsi, tout le long des pages, l'auteur partage ses interrogations, cherche des explications. Etienne Davodeau confirme son statut d'auteur majeur de la BD sociale.



Pour une politique de la jeunesse

Camille Peugny - Éditions du Seuil



Cet ouvrage permet à tous de s'approprier un panorama des objectifs et réalités qui concourent à la construction d'une politique jeunesse dynamique, cohérente et concrète. En appuyant sur la nécessité de réfléchir à une véritable stratégie d'ensemble pour répondre aux enjeux criants d'une génération (précarité, inégalités...), Camille Peugny n'en oublie pas la mise en perspective fondamentale du sujet avec ceux de l'intergénérationnel et la diversité. Face aux défis à venir pour notre politique jeunesse, ce livre permettra, assurément, de « révolutionner notre façon de considérer la jeunesse » !



Compagnons

François Favrat, 2021



À 19 ans, passionnée de street art, Naëlle (Najaa Bensaïd) est contrainte de suivre un chantier de réinsertion. Touchée par la jeune fille, Héléne, la responsable du chantier (Agnès Jaoui), lui présente un jour la Maison des Compagnons de Nantes où elle entre en apprentissage auprès d'un maître verrier (Pio Marmai). Elle y rencontre un univers aux codes bien différents du sien et trouve peu à peu son chemin.



Monopoly des inégalités



L'Observatoire des inégalités propose une boîte à outils aux professionnels accompagnant des jeunes de 11 à 25 ans. Elle contient le « Monopoly des inégalités », extension du Monopoly® classique, qui permet aux jeunes d'expérimenter les inégalités, ainsi qu'un kit pédagogique. L'objectif est d'informer sur les inégalités, mais aussi d'identifier avec eux les moyens de lutter contre.

Pour en savoir plus : www.inegalites.fr

224 résidences et services utilisateurs

1 800 salariés connectés

53 000 demandes de logements traitées par an



Un outil métier
pour le pilotage des projets
Habitat Jeunes

© Armelle Razongles - Résidence Espérance - Toulouse

Vous aussi, marchez dans le Sihaj !

si@unhaj.org



Habitons nos territoires et résidences autrement

